

n'avait commencé qu'à neuf heures du matin , et avant midi les Indiens avaient pris la fuite , laissant sur le champ de bataille six mille morts , cent trente pièces de canon , des provisions sans nombre , et leurs tentes toutes dressées.

La retraite volontaire ou forcée du général victorieux fit passer le commandement à Robert Fletcher , qui , le 14 janvier 1765 , leva le camp de Benarès pour dissiper des troupes qu'on croyait totalement découragées par l'humiliation qu'elles avaient récemment éprouvée. Toutefois elles se présentèrent deux fois assez fièrement , et se retirèrent deux fois en bon ordre. Ce ne fut que lorsqu'elles se virent encore menacées qu'on les vit se débander. Leur dispersion fit tomber au pouvoir de l'armée britannique les postes , les forteresses , les provinces dont la défense leur avait été confiée.

Au milieu de tant de pertes , Soujah osa ne pas désespérer de sa fortune. Il rassembla ceux de ses soldats qui avaient échappé au carnage. Il obtint des Marattes de puissans secours , et avec ces moyens se présenta de nouveau au combat. Cornach , qui pour la seconde fois conduisait les Anglais , ne se fit pas attendre. Le 20 juin 1765 , il l'attaqua à Calpy ; et , dans cette occasion comme dans les autres , la valeur l'emporta sur le nombre.

Après cette défaite , un prince naguère si puissant se trouva avoir tout perdu , tout , hors l'honneur. Il eût évité une si déplorable destinée en

livrant Cossim ; mais les plus vives instances n'avaient jamais pu le déterminer à une infidélité si ordinaire dans l'Orient. Cette grandeur d'âme se soutint jusqu'à la fin. Ce ne fut qu'après avoir permis au malheureux réfugié de s'échapper qu'il alla baisser le front devant un vainqueur que tant de magnanimité devait plutôt confondre qu'adoucir.

A cette époque reparut le trop célèbre Clive sur le théâtre ensanglanté où cinq ou six ans auparavant il avait joué un si grand rôle. Il était autorisé à faire , avec un comité choisi de cinq personnes , tous les arrangemens qui seraient jugés convenables aux intérêts et à la réputation de la compagnie , jusqu'alors ruinée et déshonorée par des serviteurs sans intelligence et sans probité. Les esprits étaient partagés à son arrivée sur le sort qu'il fallait faire au soubab d'Oude : « Messieurs , dit-il , à ceux qui délibéraient avec lui , « Soujah-Doulah est entreprenant , ferme et populaire ; il est cher à ses sujets. Si vous le dégradez ou le dépouillez , toutes les puissances de l'Inde prendront sa défense. Rétablissez-le franchement , sans délai , dans ses domaines , et faites-en le meilleur de vos amis. C'est la plus forte barrière que vous puissiez avoir contre les Marattes et contre les autres brigands du nord , qui sont ou ne tarderont pas à devenir vos ennemis. » L'opinion du chef devint l'opinion de tous. Le 16 août 1761 , le vaste et fertile pays d'Oude

rentra, pour quinze millions donnés ou promis, sous la domination de son légitime maître. Deux articles du traité furent plus particulièrement favorables à ceux qui en dictaient les conditions. Par le premier, leur commerce devait être exempt des droits supportés par les naturels eux-mêmes ; et par le second, les troupes qu'ils pourraient fournir devaient être magnifiquement payées, quoique celles qu'ils exigeraient ne dussent pas obtenir de leur part la moindre solde.

La fortune était alors si bien déclarée pour les Anglais, que, neuf jours après avoir fait cet arrangement, ils en conclurent un plus avantageux encore. L'empereur mogol Chah-Allum, chassé de Delhy par des nations féroces, errait de province en province, cherchait un asile dans ses propres états, et demandait vainement du secours à tous ses vassaux. Abandonné de ses sujets, trahi par ses alliés, sans appui, sans armée, il fut frappé de la puissance des Anglais, et implora leur protection. On lui promit de le rétablir sur son trône. Des marchands enorgueillis de leurs succès, et étrangers à toute saine politique, se persuadèrent aisément que, sous le nom d'un roi de leur création, ils allaient étendre leur domination sur tout l'Indostan. Ce chimérique espoir ne séduisit pas Clive. Il forma un plan bien mieux combiné, et le fit signer à Chah-Allum le 12 mai 1765.

L'empereur céda en toute propriété à la com-

pagnie les provinces de Bourdouan, de Midnapore, de Chittagon, et la nomma douan ou receveur perpétuel du Bengale, du Bahar et d'Orixa, sous condition qu'elle lui paierait tous les ans sept millions huit cent mille livres, qu'elle serait chargée de la défense du pays, et qu'elle fournirait aux frais du gouvernement civil du soubab. Cet acte était d'une grande importance. Il légitimait les usurpations anglaises aux yeux des Indiens, pleins de respect pour le sang de Tamerlan, et convaincus que toute autorité qui n'avait pas reçu la sanction de ses descendans était criminelle et n'avait point de base.

Un pareil firman réduisait à rien le soubab. Ce n'était plus ce Jaffier tiré de prison, après la chute de Cossim, pour figurer une seconde fois dans une place avilie. Depuis quelques mois il était descendu dans la tombe, et avait eu pour successeur son fils aîné Nedjem-oul-Doulan, généralement jugé propre au rôle passif qui lui était destiné. Le jeune prince ne démentit pas l'opinion qu'on s'était formée de son caractère. Sans murmurer trop ouvertement, il consentit, le 30 septembre, que le revenu de ses provinces tombât tout entier dans les mains de ceux qui faisaient semblant de le protéger. Pour le consoler de ce grand sacrifice, il lui fut accordé une pension de seize millions de livres, dont cinq étaient destinées à l'entretien de sa famille, et le surplus devait être employé sous l'inspection de ministres qui n'é-

taient pas de son choix, au paiement de troupes nécessaires à l'éclat de sa cour ou à différens objets d'administration. On exigea même qu'il se chargeât de toutes les iniquités qu'il plairait à ses oppresseurs de commettre. Car, malgré leur orgueil, les Anglais crurent devoir conserver l'image des formes anciennes dans un pays où elles ont le plus grand pouvoir, et peut-être le seul pouvoir qui soit sûr et durable.

Étrange indignité, de vouloir exercer des vexations sans paraître injuste; de vouloir retirer le fruit de ses rapines, et d'en rejeter l'odieux sur un autre; de ne pas rougir de la tyrannie, et de rougir de la qualité de tyran! O combien l'homme est méchant! et combien l'homme le serait davantage, s'il pouvait avoir la conviction que ses forfaits seront ignorés, et qu'un innocent en subira le châtement et l'ignominie!

Les importantes transactions dont on vient de parler n'eurent pas été plus tôt passées, que Clive en instruisit ses commettans. « Regardez-vous, leur disait-il, comme les souverains réels du Bengale. Vos revenus monteront l'an prochain à soixante-quinze millions, et très-vraisemblablement s'accroîtront encore. Le tribut de l'empereur est fixé à sept millions huit cent mille livres. On a déjà réduit la pension du soubab à douze millions six cent mille livres. Vos établissemens civils et militaires n'excéderont jamais en temps de paix dix-huit millions.

« Il vous restera donc chaque année trente-six millions en pur bénéfice. » C'était au premier coup-d'œil un grand avantage pour le conquérant. Mais voyons ce qui en résulta pour le pays conquis.

Sous le gouvernement des empereurs mogols, les soubabs, chargés de l'administration des revenus, étaient forcés par la nature des choses d'en abandonner la perception aux nababs, aux paléagars, aux zemindars, qui les sous-affermaient à d'autres Indiens, et ceux-ci encore à d'autres; de manière que le produit de ces terres passait et se perdait en partie dans une multitude de mains intermédiaires avant d'arriver au trésor du soubab, qui n'en rendait lui-même qu'une très-faible portion au chef de l'état. Cette administration, vicieuse à beaucoup d'égards, avait du moins cela de favorable aux peuples, que, les fermiers ne changeant point, le prix des fermes était toujours le même, parce que la moindre augmentation, en ébranlant cette chaîne où chacun trouvait graduellement son profit, aurait infailliblement causé une révolte; ressource terrible, mais la seule qui reste en faveur de l'humanité dans les pays opprimés par le despotisme.

Sans doute qu'au milieu de cet ordre de choses il y avait une foule d'injustices particulières. Mais du moins, la perception des deniers publics se faisant toujours sur un taux fixe et modéré, l'émulation n'était pas absolument éteinte. Les cul-

tivateurs, sûrs de conserver le produit de leur récolte en payant exactement le prix de leur ferme, secondaient par leur travail la fécondité du sol. Les tisserands, maîtres du prix de leurs ouvrages, libres de choisir l'acheteur qui leur convenait le mieux, s'attachaient à perfectionner et à étendre leurs manufactures. Les uns et les autres, tranquilles sur leur subsistance, se livraient avec joie au plus doux penchant de la nature, au penchant dominant dans ces climats; et ils ne voyaient dans l'augmentation de leur famille qu'une augmentation d'aisance. Telles sont évidemment les causes du degré de splendeur auquel l'industrie, l'agriculture et la population s'étaient élevées dans le Bengale.

Combien ces prospérités devaient s'accroître sous l'influence d'un peuple libre et ami de l'humanité! Les plus éclairés des Bengalis n'en doutaient pas. Ils avaient appris avec surprise et admiration que dans les îles britanniques le monarque ne faisait des lois qu'avec la nation; que la nation seule réglait les impositions; que ce n'était qu'avec les secours volontaires de la nation que la guerre pouvait être faite; que toutes les propriétés étaient également sous la sauvegarde de la nation; que les différens ordres de la nation avaient les mêmes droits et les mêmes obligations; que les membres de la nation, quelles que fussent leur naissance, leur fortune, ou leur dignité, étaient jugés par leurs pairs. Ces avantages et les

autres bienfaits du meilleur des gouvernemens étaient devenus le sujet le plus ordinaire des conversations. On les demandait au ciel. Beaucoup de citoyens favorisaient en secret les armes anglaises, et quelques-uns même très-publiquement. L'illusion ne fut pas longue.

Selon l'usage reçu dans tout l'Indostan, en sa qualité de douan, la compagnie ne devait proprement que lever les revenus et en rendre compte. C'était beaucoup trop peu pour un corps dont les armes prévalaient partout. Il voulut être indépendant, ou ne reconnaître qu'une subordination qui ne l'obligeât à rien. Il méconnut le prince qui occupait alors le trône de l'empire. Celui dont de grands intérêts lui avaient fait avouer les droits était réduit à l'état de pensionnaire, et ne devait qu'à la bienveillance de ses protecteurs une subsistance bornée et précaire.

Le vice-roi ou soubab de la province fut dépouillé de toutes les prérogatives dont il avait joui. Il ne lui fut plus permis de faire la guerre ou la paix, de commander ses armées, de nommer ses ministres, de diriger ses finances, de rendre la justice à ses sujets. On alla jusqu'à former sa maison, jusqu'à régler sa dépense, jusqu'à le retenir captif dans son palais, jusqu'à corrompre ses domestiques, jusqu'à l'entourer d'espions qui devaient rendre compte de sa conduite privée et publique. C'était pourtant sous son nom que les Anglais percevaient les contributions. Ce soubab,

L.  
Mesures  
tyranniques  
prises par  
les Anglais  
au Bengale.